



# **Pass vaccinal et télétravail obligatoire pendant qu'on fait sauter le statut général de la Fonction Publique**

On aurait pu penser qu'une pandémie meurtrière aurait mis un coup d'arrêt aux « réformes » gouvernementales afin d'assurer la cohésion sociale et l'adhésion aux mesures sanitaires. Malheureusement, nous constatons tous les jours que le gouvernement en profite au contraire pour accélérer au maximum sa politique de casse sociale avant la présidentielle : réforme de l'assurance chômage, remise en cause du statut général de la Fonction Publique avec la création du Code de la Fonction Publique, généralisation de l'embauche de collègues précaires pour compenser les sous-effectifs, fermetures de services en continu...

Tout est fait pour nous pousser à la révolte mais dès qu'on lève la tête, l'argument sanitaire est brandi pour nous contraindre à l'unité avec ceux qui détruisent nos conditions de travail et qui disloquent le service public.

La CGT Finances Publiques 93 ne remet pas en cause la gravité de l'épidémie ou la multiplication des cas que nous constatons tous les jours dans les services mais on ne peut pas justifier la destruction de tous nos acquis pendant qu'on nous impose des contraintes sanitaires !

La remise en cause de la liberté du choix au télétravail par les fonctionnaires publics est une attaque majeure contre les droits des fonctionnaires qui laisse craindre le pire pour l'avenir de nos emplois et du service public : après avoir une première fois imposé la prise forcée de nos congés pendant le premier confinement, c'est maintenant un second verrou qui saute avec l'obligation au télétravail.

Quel avenir pour nous et nos services quand nous serons tous confinés dans nos logements alors que la DGFIP veut le déploiement en masse des flex-offices et des flex-desks ?

Alors que les agents de la DDFIP 93 viennent pour la première fois depuis plus de 10 ans de fermer 8 centres des impôts sur 11 par la grève pour protester contre les sous-effectifs et la dégradation de leurs conditions de travail, nous devrions accepter de rester chez nous pendant que la DGFIP veut supprimer 51 emplois supplémentaires sur notre département ?

**HORS DE QUESTION DE CONFINER NOS REVENDICATIONS !**

**TITULARISATION DE TOUS LES CONTRACTUELS !**

**HAUSSE GÉNÉRALE DES SALAIRES, DÉGEL DU POINT D'INDICE !**

**MAINTIEN DU STATUT GÉNÉRAL DE LA FONCTION PUBLIQUE !**

**ARRÊT DES FERMETURES DE SERVICE, ARRÊT DES SUPPRESSIONS DE POSTES !**

**ABANDON DU PASS SANITAIRE ET VACCINAL, ARRÊT DE LA REMISE EN CAUSE DE NOS LIBERTÉS PENDANT QU'ON DÉTRUIT NOS DROITS !**